

Fermeture des guichets dans les gares du RER C : une centaine de manifestants mobilisés à Lardy

Selon la CGT, 24 gares de la ligne C n'auront plus de guichet à partir de cet été. En Essonne, élus locaux et usagers sont vent debout. La SNCF, elle, assure étudier des projets gare par gare.



Gare de Lardy (Essonne), samedi 19 février 2022. Une centaine de manifestants se sont réunis ce matin pour dire non à la fermeture des guichets dans les gares. LP/S.M.

Par **Sébastien Morelli**

Le 19 février 2022 à 18h57

Une centaine de manifestants, dont une douzaine d'élus du secteur, se sont rassemblés ce samedi matin sur le parvis de la gare de Lardy (Essonne). L'objet de leur courroux, [le projet de la SNCF de fermer de nombreux guichets](#) dans les gares du RER C, dont Lardy.

Selon la CGT, 24 gares seraient concernées par une fermeture totale de leur guichet et dans 17 autres, la présence humaine serait réduite. Ce qui équivaldrait à la suppression de 70 emplois dès cet été. Sur Internet, [une pétition dénonçant ces fermetures a recueilli plus de 22 500 signatures](#).

« C'est un retour en arrière de vingt ans, dénoncent des cheminots présents à la manifestation. En 1999, la direction s'était rendu compte qu'il ne fallait pas abandonner les gares et avait remis du personnel pour les humaniser, jusqu'au dernier train. Puis la numérisation est arrivée et désormais, leur logique se base sur le nombre de tickets vendus. Enlever du personnel dans les gares, c'est empêcher les remontées du terrain sur les problèmes qu'il peut y avoir. C'est aussi accroître la fracture numérique. C'est une politique qui concerne toutes les lignes, la D, la J, la N... »

« Je ne sais pas me servir de leur distributeur », déplore Arlette

Des propos qu'illustre Arlette, qui habite la commune voisine de Janville-sur-Juine : « Je prends souvent le train ici, mais je ne sais pas me servir de leur distributeur. Quand il n'y a personne au guichet, il m'arrive de prendre le train sans billet car il n'y a personne pour m'aider », déplore la retraitée.

« Si je ne peux plus venir acheter de billet au guichet, je fais comment ? Interroge Annie, qui habite Lardy depuis 62 ans. Je suis toute seule et je ne conduis pas. Je suis là pour défendre ces guichets ! Tout ça ne va pas en s'arrangeant », déplore-t-elle. bornes automatiques, constatant par ailleurs « qu'elles sont en panne une fois sur deux ».

« La responsabilité de Valérie Pécresse est engagée »

À quelques semaines de la présidentielle, la politique s'est invitée dans le débat. « Ce projet ne se fait pas sans Île-de-France Mobilité. La responsabilité de Valérie Pécresse (LR) est engagée sur ce projet néfaste aux habitants de l'Essonne », estime Marie-Claire Arasa (PCF).

« Nous avons été informés de ce projet par la CGT, il n'y a pas eu de concertation avec la SNCF, aucun maire n'a été approché, assure pour sa part Alexandre Touzet (LR), lui aussi conseiller départemental. La SNCF n'a pas contesté les chiffres de la CGT. » Le syndicat dénonce une logique « de réduction des coûts et de la rentabilité » et « exige le maintien des guichets sept jours sur sept et des emplois de guichetiers ».

« Il faut trouver des solutions gare par gare, estime Alexandre Touzet. Ça peut être dans un café, un commerce, une maison des services comme à Bouray, où elle sera en face de la gare... Il peut y avoir des évolutions, mais en concertation avec les maires. Il doit y avoir un comité de ligne, ce sera l'occasion d'aborder le projet. »

La SNCF Île-de-France veut « mieux répondre aux besoins »

Mais pour d'autres, cela ne résout pas les problèmes de sécurité. « Il faut des agents pour la sécurité du citoyen, pour aider à faire monter une personne handicapée dans un train, s'exclame Yves qui, s'il ne prend pas le train – il préfère le vélo –, est venu manifester par solidarité. La présence humaine, c'est quand même pas mal. Il ne faut pas lâcher le morceau. »

La SNCF Île-de-France confirme avoir engagé « une approche sur mesure, gare par gare, pour mieux répondre aux besoins et aux nouveaux comportements », pointant que « 98 % des usagers assureraient être connectés ». Mais, précise-t-on, « les projets de lignes sont encore en cours de discussion, doivent passer devant les instances du personnel et sont discutés avec les élus locaux ». Quant aux emplois, la SNCF assure qu'il n'y aura aucune suppression mais des « redéploiements ».